

# MIRIEM BENSALAH-CHAQROUN

Présidente de la Confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM)

Tout d'abord, je voudrais dire que, selon moi, le message que Sa Majesté le Roi Mohammed VI a adressé à cette conférence ce matin, affirmant que l'Afrique devrait être dans la nouvelle scène mondiale, est important pour toutes les micro-approches que vous venez de mentionner à propos de la croissance, du capital humain et de l'ensemble du potentiel agricole et des différentes ressources que l'Afrique possède effectivement.

En ce qui concerne les principaux défis - je voudrais en examiner trois, auxquels nous devons faire face en tant qu'investisseurs, le premier est la nécessité de davantage de réglementations dans les affaires. Vous avez parlé du Rwanda. Le Rwanda est vraiment exceptionnel en termes de relations commerciales. Rapide et sans aucune corruption, une douce musique aux oreilles des investisseurs privés. Il est facile d'y faire des affaires et ceci, dans le cadre des réglementations. Le cadre juridique et le cadre réglementaire sont souvent inexistantes ou submergés d'investissements différés et parfois, ils compromettent même la viabilité des investisseurs. Faire des affaires est souvent synonyme de paperasserie et de bureaucratie. Une bureaucratie lourde, des procédures floues constituent un défi pour les investisseurs privés, qui doivent y trouver leur chemin, comprendre que le potentiel est là et découvrir comment y accéder rapidement et de manière simple. Cette situation coûte beaucoup en termes d'investissements lorsque vous n'êtes pas situé dans le même fuseau horaire que la bureaucratie du pays dans lequel vous souhaitez investir en tant qu'entreprise privée. C'est le paradigme qu'il est important de souligner.

Deuxième point, l'éducation. En tant qu'investisseurs, nous considérons l'éducation sous l'aspect des compétences du capital humain. Nous avons besoin de ressources humaines qualifiées qui correspondent à notre compétitivité et à notre productivité. Nous pouvons constater que mes amis, les banquiers et les compagnies d'assurance, qui possèdent l'un des plus grands réseaux de notre continent, ont investi beaucoup en termes de formation professionnelle et de développement des capacités. Et dans l'industrie également. Je pense à mes amis du bureau d'études du CID : ce sont des acteurs clés en termes d'actifs pour les investisseurs. Nous pouvons également souligner le fait que les investisseurs marocains ont réalisé du tutorat, également dans le but de faciliter le placement de capitaux. Lorsque nous nous rendons dans un pays, si l'OCP ou le CID y sont présents, nous créons une sorte de plateforme où nous pouvons discuter de nos problèmes, grâce à notre ministre des Affaires étrangères, qui est exceptionnel. Vous parliez de la vision de Sa Majesté et de la volonté de réaliser une bonne intégration Sud-Sud, mais c'est aussi par l'administration que le ministère des Affaires étrangères a joué un rôle clé pour faciliter les activités, pour que les entreprises marocaines investissent – avec, bien sûr, la présence des banques et des compagnies d'assurance.

Je voudrais aborder la troisième question, à savoir l'infrastructure économique, qui coûte effectivement beaucoup en termes d'investissements. Premièrement, le coût de l'énergie, dans la plupart des pays africains, n'est pas compétitif. Il est deux à trois fois plus élevé que dans n'importe quel pays du sud de l'Europe tel que la France. Les pays africains n'ont pas d'énergie fossile, donc l'accès à l'énergie coûte cher. Ensuite, viennent la connectivité et la logistique. La connectivité coûte très cher en termes de PIB – 20 %, alors qu'ailleurs, elle ne représente que 8 à 10, voire 12 %. Cela influence donc également notre compétitivité. Un autre défi est l'absence de zones où tout est prêt à l'emploi. Lorsque vous investissez, vous souhaitez disposer d'une plateforme où vous installer. Que vous soyez industriel, ingénieur, ou que vous exerciez dans la logistique, vous ne trouvez pas de zone, on pourrait parler de zone industrielle, dans laquelle vous pouvez vous rendre et où vous n'avez plus qu'à vous installer. Vous avez l'électricité, vous avez les routes, etc... Donc, pour conclure, j'ai parlé de trois défis et ils ont un impact sur la compétitivité, mais les opportunités sont là malgré tout. Donc ceux qui se rendent dans ces zones dépourvues d'infrastructure doivent résoudre ces problèmes pour rendre leur projet viable et compétitif.

**Jean-Michel SEVERINO**

Malgré toutes ces difficultés que vous avez clairement énoncées, qui sont d'ailleurs un agenda de réformes pour les gouvernements africains ou pour l'aide publique internationale, pourquoi continuez-vous à vous mobiliser au Maroc et dans cette région, si c'est si difficile ?

**Miriam BENSALAH-CHAQROUN**

D'abord l'Afrique n'est pas un pays, c'est un continent, c'est donc un ensemble de pays. On voit de nouveaux leaders politiques, qui arrivent avec un nouvel état d'esprit. Il y a des opportunités et à côté, de nouveaux acteurs politiques, qui arrivent avec de vrais plans de développement économiques et sociaux, avec des programmes pour lutter contre la corruption, une bureaucratie trop lourde, qui ont de vrais programmes transversaux – que ce soit un plan vert, comme nous en avons au Maroc pour l'agriculture, pour l'industrie ou pour l'énergie. Cela nous donne déjà de la visibilité.

Avant, on avait presque une forme d'opacité, on n'arrivait pas à se projeter à plus de deux ou trois ans. Si on y va, c'est qu'on commence à avoir de la visibilité. Un chef d'entreprise, quand il commence à évaluer son risque, à mieux le mesurer et avoir de la visibilité, il y va, malgré les difficultés. On arrive à circonscrire le risque, on le comprend mieux, mais en même temps, on a de la visibilité sur les politiques publiques, sur les stratégies. Un autre point important, c'est que le secteur privé dans certains pays d'Afrique est de plus en plus associé en amont dans les plans stratégiques sectoriels. Il y a donc ce prisme du secteur privé qui est une valeur ajoutée, un vrai partenaire et ce sont des opportunités qu'on est prêt à saisir. Je pense que le Maroc a joué un rôle important dans cette intégration Sud-Sud.